

Burundi : plus de 300 ex-rebelles et militants exécutés en cinq mois

ARIB News, 22/11/2011 – Source AFPPlus de 300 militants et anciens combattants de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération ont été assassinés au cours des cinq derniers mois, a affirmé mardi l'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG), un collectif de la société civile au Burundi. « Nous constatons avec consternation que dans tous les coins du pays, une machine à tuer diabolique cible constamment les militants des partis d'opposition », a déclaré Onesphore Nduwayo, président de l'OAG, qui regroupe plusieurs associations de la société civile au Burundi. « Ainsi, depuis plus de cinq mois, plus de 300 militants ou anciens combattants démobilisés du parti FNL d'Agathon Rwasa ont été tués », a-t-il ajouté. Dans la majeure partie des cas, selon M Nduwayo, « ces gens sont arrêtés par l'Imbonerakure (membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir) ou par des éléments de la police ou des services secrets, sont conduits dans un endroit inconnu puis on les retrouve morts, exécutés ». Contacté, le secrétaire général et porte-parole du gouvernement Philippe Nzobonariba a promis de réagir à ces accusations plus tard dans la journée. Le parti d'opposition Mouvement pour la solidarité nationale (MSD) de l'ancien journaliste Alexis Sinduhije « semble aujourd'hui dans l'«il du cyclone» », selon M. Nduwayo, qui affirme que trois militants de ce parti ont été tués dans les mêmes circonstances en moins de deux semaines. Le gouvernement burundais avait créé en novembre 2010 une commission d'enquête sur plusieurs cas d'exécutions extrajudiciaires rapportés par le Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub). Celle-ci n'a pas encore rendu son rapport, malgré les nombreuses pressions de la communauté internationale sur le pouvoir. « Il n'y a rien qui puisse expliquer un tel déclenchement de violences, car le pouvoir assure que la paix et la sécurité règnent dans le pays », a souligné Onesphore Nduwayo, appelant le « pouvoir à mettre fin à cette barbarie sans nom » et « la communauté internationale à sortir de son silence ». Les exécutions extrajudiciaires se sont multipliées au Burundi depuis les dernières élections générales au Burundi (juin et juillet 2010), boycottées par l'opposition et remportées par le parti du président Pierre Nkurunziza. Le gouvernement burundais est confronté depuis bientôt un an à une vague d'attaques attribuées officiellement à des « bandits armés ». Pour la population, ces attaques sont le fait d'une rébellion naissante en train de se constituer. Lundi, 18 rebelles présumés - des « bandits armés » selon les autorités locales - ont été tués lors d'affrontements avec les forces de l'ordre dans la province de Cankuzo (est), selon le gouverneur de cette province. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, des inconnus lourdement armés et en uniformes avaient attaqué un bar d'une localité proche de Bujumbura et tué au moins 36 personnes. La multiplication de ces violences, attaques meurtrières et autres exécutions sommaires, fait craindre à de nombreux observateurs une reprise des hostilités à plus grande échelle dans ce pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006.